

Mouvement interdépartemental Rentrée scolaire 2022

Vadémécum

Ce vadémécum a pour objectif de vous présenter le calendrier et les règles de gestion relatives au mouvement interdépartemental pour la rentrée scolaire 2022.

Il doit permettre de répondre à vos questions en fonction de votre situation dans le cadre de la réalisation de votre projet professionnel de mobilité.

Il vous est vivement recommandé de prendre connaissance de l'ensemble des documents.

LE SOMMAIRE

1 – Les outils d'aide à la mobilité

Fiche 1.1 Le calendrier des opérations de mobilité 2022

Fiche 1.2 Les dispositifs d'accueil et d'accompagnement

2 – Les modalités de participation

Fiche 2.1 Les participants

Fiche 2.2 La saisie de la demande de mutation

Fiche 2.3 Le renvoi de l'accusé de réception et des pièces justificatives

Fiche 2.4 La modalités de modification et d'annulation

Fiche 2.5 La vérification des barèmes par les enseignants

Fiche 2.6 La communication des résultats

3 – Les éléments de valorisation et les points de bonification

Fiche 3.1 Les demandes liées à la situation familiale

Fiche 3.2 Les demandes liées à la situation personnelle

Fiche 3.3 Les demandes liées à l'expérience et au parcours professionnel

Fiche 3.4 Le caractère répété de la demande de mutation - vœu préférentiel

4 – Les pièces justificatives à transmettre

Fiche 4.1 La bonification rapprochement de conjoints

Fiche 4.2 La bonification autorité parentale conjointe

Fiche 4.3 La bonification au titre du handicap

Fiche 4.4 La bonification au titre du CIMM

1. LES OUTILS D'AIDE A LA MOBILITE

Fiche 1.1 Le calendrier des opérations de mobilité interdépartementale 2022

1	Du 4 au 30 novembre 2021 (12h)	INFO-MOBILITE
	Accueil téléphonique des candidats à une mutation – Plateforme info-mobilité 01.55.55.44.44	
2	Du 9 au 30 novembre 2021 (12h)	SAISIE DES VOEUX
	Formulation des demandes de mutation sur I-Prof (SIAM)	
3	Du 9 novembre au 8 décembre 2021	PJ BONIFICATIONS
	Retour à la DSDEN des Landes des fiches correspondantes aux bonifications demandées et des pièces justificatives dès le 9 novembre et sans attendre le dernier jour . Privilégier les envois et communications par mél : permutation-diper40@ac-bordeaux.fr	
4	Le 1er décembre 2021	AR PARTICIPATION
	Réception des confirmations des demandes de mutation (accusé de réception) sur I-Prof	
5	Du 1 ^{er} au 8 décembre 2021	AR PARTICIPATION
	Retour à la DSDEN des Landes des confirmations des demandes de mutation signées Privilégier les envois et communications par mél : permutation-diper40@ac-bordeaux.fr Toute confirmation non transmise dans les délais fixés annule la participation du candidat.	
6	Le 18 janvier 2022 au plus tard	SITUATIONS TARDIVES
	Date limite de retour des demandes tardives (rapprochement de conjoints et modification situation familiale).	
8	Le 19 janvier 2022	BAREMES INITIAUX
	Affichage des barèmes initiaux dans SIAM	
9	Du 19 janvier au 2 février 2022	VERIFICATION BAREMES
	Phase de vérification des barèmes par les enseignants	
10	Le 7 février 2022	BAREMES DEFINITIFS
	Affichage des barèmes définitifs dans SIAM	
11	Le 10 février 2022	ANNULATION PARTICIPATION
	Date limite de retour des demandes d'annulation de participation	
12	Le 1 ^{er} mars 2022	RESULTATS
	Transmission par le Ministère des résultats aux participants	

Fiche 1.2 Les dispositifs d'accueil et d'accompagnement

La plateforme ministérielle « Info mobilité »

Afin de faciliter vos démarches, une plateforme téléphonique ministérielle « Info mobilité » est chargée de vous apporter une aide individualisée.

La plateforme est ouverte du 4 novembre 2021 au 30 novembre 2021

Elle est joignable au 01.55.55.44.44 de 9h30 à 19h.

La cellule mouvement de la DSDEN des Landes

Après la fermeture du serveur SIAM1 et à compter du 30 novembre 2021, un service identique est mis en place à la cellule mouvement-DIPER à la DSDEN des Landes :

Par téléphone : Mme Sandra GUAGLIARDI 05.58.05.66.65

Par messagerie électronique : permutation-diper40@ac-bordeaux.fr

Vous serez par ailleurs destinataires de messages dans votre messagerie I-Prof à toutes les étapes importantes du calendrier du mouvement interdépartemental.

Ces dispositifs d'aide et de soutien seront facilités dès lors que les candidats auront communiqué, lors de la saisie des vœux, leur **numéro de téléphone portable**.

Les outils sur le site du ministère

Des outils sont mis à disposition des enseignants du premier degré dans le cadre des opérations de mobilité à la page ci-après :

<https://www.education.gouv.fr/mutation-des-personnels-enseignants-du-premier-degre-5498>

Cette page comporte **une vidéo animée** expliquant le déroulement et les règles du mouvement interdépartemental.



Le comparateur de mobilité permet à l'enseignant d'effectuer une simulation de son barème, et d'identifier les départements envisageables avec ce barème au regard des résultats de l'an passé.

Le portail des territoires permet d'accompagner l'arrivée de l'enseignant dans le département (formation, action sociale ...) à l'adresse suivante :

<https://info-mutations.phm.education.gouv.fr/sirh-cmpmo-front/>


2. LES MODALITES DE PARTICIPATION

Fiche 2.1 Les participants

Les enseignants souhaitant changer de département

Les enseignants du premier degré, souhaitant changer de département à la rentrée scolaire 2022, doivent participer aux opérations du mouvement interdépartemental organisées par le Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports.

Le mouvement interdépartemental est ouvert aux personnels enseignants du premier degré (professeurs des écoles et instituteurs) titulaires au plus tard au 1^{er} septembre 2021 et aptes à exercer leurs fonctions.

 Si les enseignants obtiennent satisfaction, ils participent obligatoirement au mouvement départemental dans leur département d'accueil afin de pouvoir obtenir une affectation qu'ils doivent impérativement rejoindre à la rentrée scolaire 2022.

Les enseignants concernés par des démarches complémentaires

Les personnels, placés dans les situations suivantes, **qui obtiennent satisfaction au mouvement interdépartemental**, devront accomplir des démarches complémentaires :

- ⇒ les personnels en **congé parental** qui souhaitent reprendre leurs fonctions doivent déposer une demande de réintégration un mois avant la fin de la période de leur congé auprès de la DSDEN d'accueil ;
- ⇒ les personnels en **CLM, CLD ou disponibilité d'office** ne pourront reprendre leurs fonctions dans le département obtenu, qu'après avis favorable du comité médical départemental du département d'accueil ;
- ⇒ les personnels en **disponibilité** doivent demander leur réintégration auprès du département d'origine pour la prochaine rentrée scolaire afin d'intégrer leur nouveau département ;
- ⇒ les personnels en **détachement** doivent mettre fin à leur détachement en cours avant le terme fixé par l'arrêté le prononçant, en demandant leur réintégration auprès des services centraux du ministère (bureau DGRH B2-1) afin de pouvoir intégrer leur nouveau département ;
- ⇒ les personnels affectés sur des **postes adaptés** de courte ou de longue durée doivent savoir que leur maintien sur ces postes n'est pas systématiquement assuré lors d'un changement de département.

Les enseignants détachés dans le corps des psychologues de l'Éducation nationale (Psy En)

Les professeurs des écoles détachés dans le corps des PsyEn ont la possibilité :

- Soit de participer au mouvement interdépartemental pour obtenir un poste de professeur des écoles. S'ils obtiennent satisfaction, il sera mis fin à leur détachement.
- Soit de participer au mouvement inter académique des PsyEn spécialité « éducation, développement et apprentissage ».

Une double participation au mouvement interdépartemental et inter académique entrainera automatiquement l'annulation de la demande de participation au mouvement interdépartemental organisé pour les personnels du premier degré.

Les modalités relatives au traitement de la demande de participation au mouvement intra-académique des professeurs des écoles psychologues scolaires non intégrés dans le corps des PsyEn seront précisées dans les notes académiques, y compris pour les professeurs des écoles détenteurs du diplôme d'Etat de psychologue scolaire (Deps). Ces derniers pourront obtenir un poste de PsyEn, dans le cadre du mouvement intra-académique des PsyEn, sous réserve qu'ils demandent, soit un détachement, soit une intégration dans le corps des PsyEn.

Les enseignants concernés par le cumul d'une demande de détachement (France, étranger, COM) ou d'affectation dans une COM et d'une demande de changement de département

- **Agents candidats à un premier détachement** : les enseignants du premier degré peuvent, simultanément, solliciter un changement de département et présenter une demande de détachement, en qualité de fonctionnaire de catégorie A ou auprès d'un opérateur (AEFE, secteurs associatifs...). Ils peuvent également solliciter une affectation dans une collectivité d'outre-mer pour la même année. En cas d'obtention de la mutation, le bénéficiaire du changement de département reste acquis. Le département d'accueil est dès lors compétent pour apprécier l'opportunité, compte-tenu des nécessités de service, d'émettre un avis favorable ou non à la demande de détachement. Cependant, ces dispositions ne valent pas pour les affectations en Nouvelle-Calédonie et à Wallis-et-Futuna.

- **Agents placés en position de détachement** : dans l'hypothèse où leur demande de mutation est satisfaite, les enseignants doivent mettre fin à leur détachement en cours avant le terme fixé par l'arrêté le prononçant, en demandant leur réintégration auprès des services centraux du ministère (bureau DGRH B2-1).

- **Agents affectés en Andorre ou en écoles européennes** : les enseignants qui participent aux opérations du mouvement interdépartemental doivent déposer leur demande dans leur département d'origine.

- **Agents candidats à une affectation en Andorre ou en écoles européennes** : en cas d'obtention de la mutation, le département d'accueil est dès lors compétent pour apprécier l'opportunité, compte-tenu des nécessités de service, d'émettre un avis favorable ou non à la demande de départ.

Les enseignants concernés par un congé de formation professionnelle

Les congés de formation professionnelle étant octroyés dans la limite des autorisations offertes à l'échelon départemental, il n'est pas possible de cumuler l'obtention d'un congé de cette nature et le bénéfice d'un changement de département au titre de la même année scolaire.

En tout état de cause, le bénéficiaire du changement de département à la rentrée scolaire 2022 conduit à la perte du congé de formation professionnelle attribué par le département des Landes dans le cadre de la campagne 2022/2023.

Fiche 2.2 La saisie de la demande de mutation

La procédure d'inscription

Du mardi 9 novembre 2021 à 12h00 au mardi 30 novembre 2021 à 12h00, la demande de mutation doit être saisie sur SIAM1 via l'application I-Prof selon les modalités suivantes :

- Accéder au « bureau virtuel » par l'adresse : <http://www.education.gouv.fr/personnel/iprof.html>

- S'authentifier en saisissant son compte utilisateur et son mot de passe, puis valider en cliquant sur le bouton « connexion ».

Si l'enseignant a modifié son mot de passe en utilisant les outils proposés par le bureau virtuel, il doit continuer à l'utiliser pour de nouvelles connections.

- Compléter, sur la page d'accueil « IProf-Votre assistant-Carrière », l'adresse de messagerie personnelle ou professionnelle.

- Cliquer sur l'onglet « les services » qui vous permettra d'accéder à l'application SIAM 1^{er} degré, une fois l'adresse de messagerie renseignée.

Cette application permet de saisir ses vœux de mutation, de consulter les éléments du barème ainsi que, le moment venu, de visualiser les résultats du mouvement interdépartemental.

Il est préférable de ne pas attendre le dernier moment pour saisir ses vœux en raison des risques d'encombrement du serveur.

Les vœux

Chaque enseignant **peut formuler 6 vœux, portant sur 6 départements**, classés par ordre préférentiel.

Chaque vœu a son propre barème, le barème pouvant varier en fonction du vœu considéré et des éventuelles bonifications accordées.

Fiche 2.3 Le renvoi de l'accusé de réception et des pièces justificatives

L'enseignant ayant initié une demande de mutation sur SIAM recevra son accusé de réception uniquement dans sa boîte I-Prof le 1er décembre 2021.

Cet accusé de réception devra être édité, vérifié, signé et transmis avec les fiches correspondantes aux bonifications demandées et toutes les pièces justificatives.

Les pièces justificatives pourront être renvoyées dès le 9 novembre 2021 et au plus tard le 8 décembre 2021 (sans attendre le dernier jour).

L'accusé réception devra être retourné entre le 1er décembre et le 8 décembre 2021 au plus tard.

Privilégier les envois par messagerie électronique : permutation-diper40@ac-bordeaux.fr.

Toute confirmation de demande non retournée à la DSDEN des Landes, dûment complétée et signée avec toutes les pièces justificatives demandées, dans les délais fixés, annule la participation au mouvement du candidat.

Le défaut de pièces justificatives peut desservir la demande de l'intéressé et entraîner la non attribution de points liés à sa situation.

Fiche 2.4 Les modalités de modification et d'annulation

Les différents formulaires doivent être téléchargés à l'adresse suivante :

<http://www.education.gouv.fr/cid53746/mutation-des-personnels-enseignants-du-premier-degré.html>

L'encart « formulaires » est situé sur la droite de la page.

La modification d'une demande de changement de département

Les enseignants qui souhaitent modifier leur demande de changement de département afin de tenir compte :

- d'un enfant né ou à naître,
- d'une mutation imprévisible de leur conjoint, de leur partenaire de PACS ou de leur concubin avec enfant,

doivent télécharger le formulaire dédié et le transmettre à la DIPER de la DSDEN des Landes au plus tard **le mardi 18 janvier 2022**.

Connaissance tardive de la titularisation de l'agent ou de la mutation du conjoint

Les participants au mouvement interdépartemental :

- dont la titularisation a été prononcée tardivement à effet du 1^{er} septembre 2021,
- ou dont la mutation du conjoint, du partenaire de PACS ou du concubin avec enfant est connue **après le 30 novembre 2021** (date de clôture de la période de saisie des vœux),

doivent télécharger le formulaire dédié et le transmettre à la DIPER de la DSDEN des Landes qui saisira les vœux des candidats informatiquement **jusqu'au 18 janvier 2022 au plus tard**.

L'annulation de la demande de participation au mouvement interdépartemental

Après la clôture des inscriptions, les enseignants peuvent annuler leur candidature à la mutation en utilisant le formulaire dédié qui doit être transmis à la DIPER de la DSDEN des Landes **au plus tard le jeudi 10 février 2022**.

L'annulation d'une mutation obtenue

Aucune mutation obtenue ne peut être annulée, en dehors des cas suivants :

- décès du conjoint ou d'un enfant
- perte d'emploi du conjoint
- mutation du conjoint dans le cadre d'un autre mouvement des personnels du Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports
- mutation imprévisible et imposée du conjoint
- situation médicale grave

Fiche 2.5 La vérification des barèmes par les enseignants

Les candidats peuvent prendre connaissance de leur barème sur SIAM **pour une période de 15 jours du mercredi 19 janvier au mercredi 2 février 2022.**

Ils peuvent éventuellement en demander la rectification par écrit à la DSDEN des Landes au vu des éléments de leur dossier.

A compter **du lundi 7 février 2022**, les barèmes ne sont plus susceptibles d'appel.

Ils sont arrêtés définitivement par Monsieur l'IA-DASEN des Landes. Aucune contestation de barème ne pourra alors être formulée.

Fiche 2.6 La communication des résultats

Les résultats des mutations interdépartementales feront l'objet d'une communication ministérielle individualisée à l'ensemble des participants le **mardi 1^{er} mars 2022**, par sms et sur I-Prof.

Point d'attention :

Les décisions individuelles prises dans le cadre du mouvement interdépartemental donnent lieu à la mise en œuvre d'un traitement algorithmique, dont la finalité est d'assurer une répartition équilibrée des personnels entre les différents départements au regard des besoins d'enseignement, en prenant en compte la situation familiale, professionnelle et personnelle des agents concernés, dans le respect des priorités légales et réglementaires en matière de mobilité des fonctionnaires.

3. LES ELEMENTS DE VALORISATION ET LES POINTS DE BONIFICATION

Fiche 3.1 Les demandes liées à la situation familiale

Les bonifications accordées au titre de la situation familiale ne sont pas cumulables entre elles.

Le rapprochement de conjoints

Les demandes au titre du rapprochement de conjoints ont pour objectif de valoriser la situation d'éloignement géographique du conjoint en bonifiant les demandes ayant pour but de rapprocher l'agent du lieu de travail de son conjoint dans une optique d'amélioration de la qualité de vie du foyer.

Il y a rapprochement de conjoints lorsque l'enseignant souhaite se rapprocher de la résidence professionnelle de son conjoint qui exerce dans un autre département. La résidence professionnelle s'entend soit du siège de l'entreprise du conjoint, soit de l'une de ses succursales, ou en tous lieux où il exerce effectivement ses fonctions. Le lieu d'exercice en télétravail ne peut pas être pris en compte. Lorsque le conjoint est inscrit à Pôle emploi, la demande devra porter sur le lieu d'inscription à Pôle emploi sous réserve de compatibilité avec l'ancienne résidence professionnelle.

La situation professionnelle est appréciée **jusqu'au 31 août 2022**.

1/ Les éléments donnant lieu à bonification

- La situation familiale ou civile

- celle des agents mariés au plus tard le 1^{er} septembre 2021 ;
- celle des agents liés par un PACS établi au plus tard le 1^{er} septembre 2021 ;
- celle des agents ayant un enfant de moins de 18 ans, né et reconnu par les deux parents, ou ayant reconnu par anticipation un enfant à naître, au plus tard le 1^{er} janvier 2022. Les enfants adoptés ouvrent les mêmes droits.

- Les enfants à charge

Un enfant est considéré à charge dès lors qu'il réside habituellement au domicile de l'agent et que celui-ci assure financièrement son entretien sans qu'il soit nécessaire de justifier d'un lien de parenté.

Il doit être déclaré sur le foyer fiscal de l'agent et avoir moins de 18 ans **au 31 août 2022**.

L'enfant à naître est considéré comme enfant à charge.

- Les années de séparation professionnelle

Pour chaque année de séparation demandée, le décompte s'effectue à partir de la date à laquelle survient l'événement à caractère familial et/ou civil du candidat (date du mariage, du PACS...) :

- lorsque l'agent est en activité, la situation de séparation doit être justifiée et être **au moins égale à 6 mois de séparation effective** par année scolaire considérée ;

- lorsque l'agent est en congé parental ou en disponibilité pour suivre le conjoint, la période de congé comme de disponibilité doit couvrir l'intégralité de l'année scolaire étudiée. Les périodes de congé parental ainsi que les périodes de disponibilité pour suivre le conjoint seront comptabilisées pour moitié de leur durée dans le calcul des années de séparation.

Ne sont pas considérées comme périodes de séparation :

- les périodes de disponibilité pour un motif autre que pour suivre le conjoint ;
- les congés de longue maladie ou de longue durée ;
- les périodes de non activité pour raisons d'études de son conjoint ;
- le congé de formation professionnelle ;
- la mise à disposition, le détachement (excepté les professeurs des écoles détachés PsyEn)
- les périodes pendant lesquelles le conjoint est inscrit auprès de Pôle emploi (sauf s'il justifie d'une activité professionnelle d'au moins six mois pendant l'année scolaire considérée) ou effectue son service civique.

Ces situations sont suspensives mais non interruptives du décompte des années de séparation.

• L'éloignement du conjoint

Pour les candidats bénéficiant de la bonification au titre des années de séparation et afin de prendre en compte les situations d'éloignement les plus critiques, une majoration forfaitaire de **80 points** est accordée au candidat dès lors qu'il exerce son activité professionnelle dans un **département d'une académie non limitrophe de celle de son conjoint**.

2/ La procédure à suivre

L'enseignant sollicite **en vœu 1** le département dans lequel son conjoint exerce son activité professionnelle principale ou est inscrit à Pôle emploi, **les autres vœux éventuels portant nécessairement sur des départements limitrophes**.

Lorsque le conjoint exerce dans un pays étranger limitrophe de la France, les points pour rapprochement sont attribués pour un des départements frontaliers, complétés le cas échéant par les départements limitrophes à ce département frontalier.

3 / Les points attribués

Les points forfaitaires pour rapprochement de conjoints, les points par enfant à charge et les points années de séparation sont cumulables.

Type de bonification	Points attribués
Rapprochement de conjoints (forfait)	150
Enfants à charge	50 par enfant

Année(s) de séparation		Congé parental ou disponibilité pour suivre le conjoint				
		0 année	1 année	2 années	3 années	4 années et +
Activité	0 année	0 année 0 point	½ année 25 points	1 année 50 points	1 année ½ 75 points	2 années 200 points
	1 année	1 année 50 points	1 année ½ 75 points	2 années 200 points	2 années ½ 225 points	3 années 350 points
	2 années	2 années 200 points	2 années ½ 225 points	3 années 350 points	3 années ½ 375 points	4 années 450 points
	3 années	3 années 350 points	3 années ½ 375 points	4 années 450 points	4 années 450 points	4 années 450 points
	4 années et +	4 années 450 points	4 années 450 points	4 années 450 points	4 années 450 points	4 années 450 points

Pour la lecture du tableau, il convient :

- de considérer le nombre d'années pendant lesquelles l'agent séparé de son conjoint est en activité ;
- puis, de cumuler les années pendant lesquelles l'agent séparé de son conjoint est soit en congé parental soit en disponibilité pour suivre le conjoint.

Exemple 1 : 2 années d'activité et 1 année de congé parental ouvrent droit à 2 années ½ de séparation soit 225 points.

Exemple 2 : 1 année d'activité suivie de 2 années de congé parental puis de 3 années de disponibilité pour suivre le conjoint ouvrent droit à 3 années de séparation soit 350 points.

Les vœux liés

Sont considérés comme relevant de la procédure de vœux liés, les personnels enseignants du 1^{er} degré titulaires dont l'affectation souhaitée est subordonnée à la mutation simultanée dans le même département de **leur conjoint (marié, pacsé ou concubin avec enfant)**.

Dans ce cas, **les mêmes vœux doivent être formulés dans le même ordre préférentiel** et les demandes sont traitées de manière indissociable sur la base du barème moyen des deux enseignants.

L'autorité parentale conjointe

Les demandes formulées à ce titre tendent à faciliter le rapprochement avec le détenteur de l'autorité parentale conjointe dans l'intérêt de l'enfant.

1/ Les éléments donnant lieu à bonification

Les participants ayant à charge un ou des enfants de moins de 18 ans au 31 août 2022 et exerçant l'autorité parentale conjointe (garde alternée, garde partagée, droits de visite) peuvent prétendre à une bonification.

La bonification pour autorité parentale conjointe est possible lorsque l'agent souhaite se rapprocher de la résidence de vie des enfants qui vivent également dans un autre département à condition que le second détenteur de l'autorité parentale exerce une activité professionnelle.

Les situations prises en compte doivent être établies par une décision de justice pour les enfants de moins de 18 ans au 31 août 2022.

En cas de séparation à l'amiable sans décision de justice, un document rédigé et signé par les deux parents est nécessaire pour valider la situation (ex : convention parentale).

2 / Les points attribués

Les enseignants remplissant les conditions d'une demande au titre de l'autorité parentale conjointe, bénéficient de toutes les bonifications similaires à la demande de rapprochement de conjoints.

Fiche 3.2 Les demandes liées à la situation personnelle

La situation de handicap

L'article 2 de la loi du 11 février 2005 portant sur l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées donne une nouvelle définition du handicap : « *constitue un handicap toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie par une personne dans son environnement en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant* ».

1/ Les éléments donnant lieu à bonification

Les conditions à remplir :

Peuvent prétendre à une bonification (bonification 1) de barème au titre du handicap les bénéficiaires de l'obligation d'emploi (BOE) prévue par la loi précitée et qui concerne :

- les travailleurs reconnus handicapés par la Commission des droits et de l'autonomie (RQTH) ;
- les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ayant entraîné une incapacité permanente au moins égale à 10% et titulaires d'une rente attribuée au titre du régime général de sécurité sociale ou de tout autre régime de protection sociale obligatoire ;
- les titulaires d'une pension d'invalidité à condition que l'invalidité réduise au moins des deux tiers la capacité de travail ou de gain ;
- les anciens militaires et assimilés titulaires d'une pension d'invalidité ;
- les titulaires de la carte d'invalidité délivrée par la Commission des droits et de l'autonomie, à toute personne dont le taux d'incapacité permanente est au moins de 80% ou qui a été classée en 3ème catégorie de la pension d'invalidité de la sécurité sociale ;
- les titulaires d'une allocation ou d'une rente d'invalidité pour les sapeurs-pompiers volontaires ;
- les titulaires de l'allocation aux adultes handicapés.

Par ailleurs, dans le cadre de la politique d'accompagnement de la mobilité, les agents, leur conjoint (marié, pacsé ou concubin avec enfant) **bénéficiaire de l'obligation d'emploi, ou leur enfant à charge, âgé de moins de 20 ans le 31 août 2022, handicapé ou dans une situation médicale grave, peuvent prétendre à cette priorité de mutation (bonification 2).**

Les deux niveaux de bonification distinctes et non cumulables :

- **Bonification 1 : 100 points** alloués à l'enseignant bénéficiaire de l'obligation d'emploi (BOE), **sur chaque vœu émis**. Elle est attribuée d'office au candidat bénéficiaire de l'obligation d'emploi.
- **Bonification 2 : 800 points alloués par l'IA-DASEN, après avoir pris connaissance de l'avis du médecin de prévention**, dès lors que ce vœu permet d'améliorer les conditions de vie de la personne handicapée. Cette bonification ne peut être octroyée que sur le **vœu 1** et pourra le cas échéant être étendue aux vœux suivants de manière continue, dès lors que ces vœux améliorent également les conditions de vie.

L'attribution de la bonification 2 au titre du handicap ne permet pas de considérer comme automatiquement acquise la nomination dans le département de son choix. Cette priorité de mutation est en effet réalisée dans toute la mesure compatible avec le bon fonctionnement du service et dans la limite des capacités de sortie et d'accueil des départements.

2/ La procédure à suivre

La procédure concerne les personnels titulaires bénéficiaires de l'obligation d'emploi, leur conjoint bénéficiaire de l'obligation d'emploi, ainsi que la situation d'un enfant reconnu handicapé ou malade. Les agents qui sollicitent un changement de département au titre du handicap doivent déposer un dossier qui doit contenir les pièces justificatives prévues dans la fiche 4.4.

Les enseignants doivent, sans attendre la saisie des vœux, entreprendre les démarches auprès de la maison départementale des personnes handicapées (MDPH) afin d'obtenir soit la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH), soit la reconnaissance de l'invalidité pour eux, leur conjoint ou au titre du handicap de l'enfant.

Pour le département des Landes, vous devez vous adresser à la Maison Landaise des Personnes Handicapées - Pôle « adultes » (MLPH), 836 avenue Eloi Ducom 40025 MONT DE MARSAN
Tél : 05-58-51-53-73

 La preuve du dépôt de la demande n'est pas acceptée.

Les dossiers complets doivent parvenir à la DIPER de la DSDEN des Landes, pour le 08 décembre 2021 au plus tard, qui se chargera de les transmettre au médecin de prévention pour avis.

3 / Les points attribués

Type de bonification	Points attribués
Enseignant bénéficiaire de l'obligation d'emploi (BOE)	100
Amélioration des conditions de vie de la personne handicapée ou gravement malade (enseignant, conjoint BOE ou enfant)	800

Le Centre des intérêts matériels et moraux (CIMM)

1/ Les éléments donnant lieu à bonification

600 points sont attribués pour le **vœu 1** portant sur le département d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte) pour les agents pouvant justifier de la présence dans ce département du centre de leurs intérêts matériels et moraux (CIMM) en fonction de critères dégagés par la jurisprudence et précisés dans la circulaire DGAFP B7 n° 2129 du 03/01/2007 relative aux congés bonifiés.

Ces critères ne sont ni exhaustifs ni nécessairement cumulatifs. Ils peuvent être complétés, le cas échéant, par tout autre élément d'appréciation pouvant être utile à l'administration. Plusieurs critères, qui ne seraient pas à eux seuls déterminants, doivent se combiner. Cette bonification n'est pas cumulable avec celle des vœux liés.

2 / Les points attribués

Type de bonification	Points attribués
Présence justifiée d'un CIMM dans un DOM	600

Fiche 3.3 Les demandes liées à l'expérience et au parcours professionnel

L'éducation prioritaire

1/ Les éléments donnant lieu à bonification

Les bonifications mises en place dans ce cadre ont pour objectif de favoriser la stabilité des équipes éducatives. La politique de l'éducation prioritaire distingue trois niveaux : les établissements relevant de la Politique de la ville, des « Réseaux d'éducation prioritaire » **REP et/ou REP+**.

Les enseignants en activité et affectés au 1^{er} septembre 2021 dans une école ou un établissement dans les Landes relevant de la politique de la ville ou d'un REP et justifiant d'une durée minimale de cinq années de services effectifs et continus au 31 août 2022, bénéficient de la bonification.

Les durées de services acquises dans des écoles ou établissements différents relevant de la politique de la ville se totalisent entre elles. Les durées de services acquises dans des écoles ou établissements différents relevant des réseaux REP et/ou REP+ se totalisent entre elles.

Pour apprécier cette durée de cinq ans, sont pris en compte les services accomplis depuis la date de titularisation en position d'activité. Les périodes de formation sont également prises en compte et les services à temps partiels sont assimilés à des services à temps plein.

En revanche, le décompte des services est interrompu par :

- le congé de longue durée
- la disponibilité
- le détachement
- la position hors cadres.

2 / Les points attribués

Type de bonification	Points attribués
5 années de services continus en établissement relevant de la Politique de la Ville	90
5 années de services continus en établissement REP+	90
5 années de services continus en établissement REP	45
5 années de services continus en établissement REP et REP+	45

L'ancienneté de fonction dans le département au-delà de 3 ans

Après un décompte des 3 années d'exercice en tant qu'enseignant titulaire du 1^{er} degré dans le département des Landes l'ancienneté de fonctions est appréciée au 31 août 2022.

Deux douzièmes de points sont attribués pour chaque mois entier d'ancienneté de fonctions auxquels s'ajoutent 10 points par tranche de 5 ans d'ancienneté dans le département.

Ne sont pas pris en compte les périodes de :

- disponibilité, quelle qu'en soit la nature ;
- congé de non activité pour raison d'études.

L'ancienneté de service (échelon)

1/ Les éléments donnant lieu à bonification

Des points sont attribués pour l'échelon acquis :

- au 31 août 2021 par promotion
- au 1^{er} septembre 2021 par classement ou reclassement.

2 / Les points attribués

INSTITUTEURS	PROFESSEURS DES ECOLES			
	Classe normale	Hors classe	Classe exceptionnelle	
1 ^{er} échelon				18
2 ^{ème} échelon				18
3 ^{ème} échelon	2 ^{ème} échelon			22
4 ^{ème} échelon	3 ^{ème} échelon			22
5 ^{ème} échelon	4 ^{ème} échelon			26
6 ^{ème} échelon	5 ^{ème} échelon			29
7 ^{ème} échelon				31
8 ^{ème} échelon	6 ^{ème} échelon			33
9 ^{ème} échelon				33
10 ^{ème} échelon	7 ^{ème} échelon			36
11 ^{ème} échelon	8 ^{ème} échelon	1 ^{er} échelon		39
	9 ^{ème} échelon	2 ^{ème} échelon		39
	10 ^{ème} échelon	3 ^{ème} échelon	1 ^{er} échelon	39
	11 ^{ème} échelon	4 ^{ème} échelon	2 ^{ème} échelon	42
		5 ^{ème} échelon	3 ^{ème} échelon	45
		6 ^{ème} échelon	4 ^{ème} échelon	48
		7 ^{ème} échelon		48
			Echelon spécial	53

L'exercice dans un territoire ou zone rencontrant des difficultés particulières de recrutement

Mayotte

L'expérience développée au sein du département de Mayotte par les personnels est actuellement valorisée pour favoriser la satisfaction de leur demande de mobilité lorsqu'ils souhaitent quitter ce territoire. Ainsi, les enseignants mutés à Mayotte pourront revenir dans leur département d'origine, c'est-à-dire le département dans lequel ils exerçaient en qualité de titulaire avant d'arriver à Mayotte, dès lors qu'ils en feront la demande. Par ailleurs, à compter de la rentrée scolaire 2024, les enseignants affectés à Mayotte suite à une mobilité, et comptabilisant au moins cinq ans de services effectifs et continus sur le territoire de Mayotte se verront attribuer **une bonification de 800 points** sur tous les vœux exprimés lors du mouvement interdépartemental 2024.

Guyane

À compter de la rentrée scolaire 2024, les enseignants affectés en Guyane depuis au moins 5 ans suite à une mobilité, et comptabilisant **au moins deux années de services effectifs et continus sur un poste dit isolé** se verront attribuer une bonification de 90 points sur tous les vœux exprimés dès le mouvement interdépartemental 2024.

Fiche 3.4 Le caractère répété de la demande de mutation – vœu préférentiel

1/ Les éléments donnant lieu à bonification

Les candidats, dont le 1^{er} vœu n'a pu être satisfait lors des précédents mouvements interdépartementaux bénéficient d'une bonification **pour chaque renouvellement de ce même 1^{er} vœu**.

Tout changement dans l'intitulé du département sollicité en vœu 1, l'interruption de participation ainsi que l'annulation d'une mutation obtenue l'année précédente déclenchent automatiquement la remise à zéro du capital de points déjà constitué.

2 / Les points attribués

Type de bonification	Points attribués
1 ^{ère} année de participation	0
A partir de la 2 ^{ème} année de participation et les années suivantes	5 par année

4. LES PIÈCES JUSTIFICATIVES À TRANSMETTRE

Fiche 4.1 La bonification rapprochement de conjoints

Cette fiche est à transmettre avec les pièces justificatives demandées.

Nom – Prénom :

Pièces justifiant de votre union :

* Pour les agents mariés : photocopie du livret de famille

* Pour les agents liés par un PACS : justificatif administratif établissant l'engagement dans les liens du PACS **ET extrait d'acte de naissance (obligatoire)** portant l'identité du partenaire et le lieu d'enregistrement du PACS (celui de l'agent ou celui du conjoint).

Prévoir le délai nécessaire pour l'obtention de l'acte de naissance auprès des services de la Mairie.

* Pour les agents non mariés : attestation de reconnaissance anticipée établie au plus tard le 1^{er} janvier 2022

Pièces justifiant des enfants à charge :

* Photocopie du livret de famille ou extrait d'acte de naissance des enfants

* Dans le cas d'un enfant à charge sans lien de parenté, dernier avis d'imposition

* Dans le cas d'un enfant à naître : certificat de grossesse délivrée au plus tard le 1^{er} janvier 2022

Pièces justifiant de la situation professionnelle de votre conjoint :

* Attestation de la résidence professionnelle et de l'activité professionnelle principale du conjoint (contrat de travail et 3 derniers bulletins de salaire ou chèque emploi service).

* Pour les personnels de l'Education nationale, une attestation d'exercice.

* En cas de chômage, attestation d'inscription auprès du Pôle Emploi et attestation de la dernière activité professionnelle

* En cas de profession libérale, attestation d'inscription auprès de l'URSSAF, justificatif d'immatriculation au registre du commerce ou au répertoire des métiers,...

* Pour les chefs d'entreprise, commerçants, artisans, auto-entrepreneurs ou structures équivalentes, attestation d'immatriculation au répertoire des métiers ainsi que toutes pièces attestant de la réalité de l'activité et de son lieu d'exercice effectif (ex : factures clients, factures fournisseurs,...).

* En cas de formation professionnelle, copie du contrat d'engagement précisant la date de début de la formation ainsi que sa durée + copie des bulletins de salaire correspondants

Les documents administratifs en langue étrangère doivent être traduits en français.

Fiche 4.2 La bonification autorité parentale conjointe

Cette fiche est à transmettre avec les pièces justificatives demandées

Nom – Prénom :

Pièces justifiant des enfants à charge :

* Photocopie du livret de famille ou extrait d'acte de naissance des enfants

Pièces justifiant du partage de l'autorité parentale :

* Décision de justice ou justificatifs définissant les modalités d'exercice du droit de visite ou d'organisation de l'hébergement des enfants ou attestation sur l'honneur des deux parents.

Pièces justifiant la demande du département sollicité :

* Attestation liée à l'activité professionnelle de l'autre parent ou certificat de scolarité de l'enfant

* Toute pièce pouvant justifier de l'adresse de l'autre parent détenteur de l'autorité parentale conjointe

Fiche 4.3 La bonification au titre du handicap

Cette fiche est à transmettre avec les pièces justificatives demandées

Nom – Prénom :

Bonification 1 : Bénéficiaire de l'obligation d'emploi pour attribution des 100 points

* Justificatif de BOE (voir fiche 3.2).

Bonification 2 : Amélioration des conditions de vie de la personne concernée (agent, conjoint ou enfant) pour attribution des 800 points

* Toute pièce attestant de la situation médicale, dossier médical,

Fiche 4.4 La bonification au titre du CIMM dans un DOM

Cette fiche est à transmettre avec les pièces justificatives demandées

Nom – Prénom :

Cocher la case oui ou non pour chaque critère d'appréciation.

Fournir, pour chaque réponse positive, les pièces justificatives correspondantes.

Critères d'appréciation	Oui	Non	Exemples de PJ
Domicile des père et mère ou à défaut des parents les plus proches de l'agent			Pièce d'identité, titre de propriété, taxe foncière, quittance de loyer, taxe d'habitation...
Biens fonciers situés sur le lieu de résidence habituel déclaré dont l'agent est propriétaire ou locataire			Bail, quittance de loyer, taxe d'habitation, titre de propriété, taxe foncière,...
Domicile avant l'entrée dans l'administration de l'agent			Bail, quittance de loyer, taxe d'habitation,...
Lieu de naissance de l'agent			Pièce d'identité, extrait acte de naissance,...
Bénéfice antérieur d'un congé bonifié			Copie de la décision par laquelle a été octroyé le congé bonifié
Lieu où l'agent est titulaire de comptes bancaires, d'épargne ou postaux			Relevé d'identité bancaire, ...
Commune où l'agent paie ses impôts, en particulier l'impôt sur le revenu			Avis d'imposition
Affectations professionnelles ou administratives antérieures à son affectation actuelle			Attestations d'emploi correspondantes
Lieu d'inscription de l'agent sur les listes électorales			Carte d'électeur
Etudes effectuées sur le territoire par l'agent et/ou ses enfants			Diplômes, certificats de scolarité, ...
Fréquence des demandes de mutation antérieures vers le territoire considéré			Copies des demandes correspondantes
Fréquence et durée des séjours dans le territoire considéré			Toutes pièces justifiant ces séjours

Ces critères ne sont ni exhaustifs ni nécessairement cumulatifs. Ils peuvent être complétés, le cas échéant, par tout élément d'appréciation pouvant être utile à l'administration. Plusieurs critères, qui ne seraient pas à eux seuls déterminants, doivent se combiner.